

F. 92 — 77

[S-C — 29547]

18 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des diplômes et certificats de l'enseignement secondaire

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées le 31 décembre 1949, notamment les articles 9 et 10, modifiés par les lois des 31 juillet 1975, 1er août 1985 et 1er août 1988, et par les décrets des 31 mai 1989 et 16 avril 1991;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 23, modifié par le décret du 16 avril 1991;

Vu la loi du 8 juin 1964 modifiant, en ce qui concerne les conditions d'admission aux examens des grades académiques, les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, notamment l'article 7;

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des diplômes et certificats de l'enseignement secondaire, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 11 mars 1991;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 juin 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 15 juillet 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique et vu la délibération de l'Exécutif du 9 septembre 1991,

Arrête :

Article 1er. Dans le texte de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des diplômes et certificats de l'enseignement secondaire, les mots « le ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions » et les mots « le ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions » sont remplacés par les mots « le ou les ministres qui ont l'enseignement secondaire et l'enseignement de promotion sociale dans leurs attributions ».

Art. 2. L'article 3, § 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. § 1er. Le ou les ministres qui ont l'enseignement secondaire et l'enseignement de promotion sociale dans leurs attributions nomment les membres de la Commission. Celle-ci comprend un président et un vice-président qui sont désignés en dehors du personnel enseignant, parmi les titulaires d'un diplôme légal de fin d'études supérieures délivré, conformément aux lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, après quatre années d'études au moins et de préférence parmi les magistrats effectifs ou suppléants tant du siège que du parquet.

Elle comprend deux sections :

1° la première section est compétente pour l'enseignement général de plein exercice. Elle comprend quatorze membres qui sont tous professeurs de l'enseignement secondaire général de plein exercice.

2° la seconde section est compétente pour les enseignements secondaires technique, artistique et professionnel de plein exercice ainsi que pour l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1. Elle comprend dix-huit membres. Douze de ces membres sont désignés, en ce qui concerne l'enseignement de plein exercice, pour une part parmi les professeurs de l'enseignement secondaire technique, pour une autre part parmi les professeurs de l'enseignement artistique et pour une dernière part parmi les professeurs de l'enseignement secondaire professionnel. Six de ces membres au maximum sont désignés parmi les professeurs de l'enseignement secondaire de promotion sociale.

Les membres de chacune des sections appartiennent en nombre égal à l'enseignement officiel et à l'enseignement libre.

Deux membres de chaque section sont désignés par le ou les ministres qui ont l'enseignement secondaire et l'enseignement de promotion sociale dans leurs attributions pour exercer les fonctions de secrétaire et de secrétaire adjoint. »

Art. 3. Au chapitre II du même arrêté, l'intitulé de la section 1^{re} est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 1^{re}. Dépôt des diplômes et certificats délivrés dans l'enseignement secondaire de plein exercice ».

Art. 4. Dans le chapitre II du même arrêté est insérée une section 1^{re bis} dont le texte est le suivant :

« Section 1^{re bis}. — Dépôt des diplômes et certificats délivrés par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1.

Article 10bis. Les certificats et diplômes ainsi que les documents qui les accompagnent sont transmis par les chefs d'établissement, dans les quinze jours qui suivent leur délivrance, au président de la Commission d'homologation.

Il est transmis, en même temps, en double exemplaire, une liste des dépôts établie selon les prescriptions du ou des ministres qui ont l'enseignement secondaire et l'enseignement de promotion sociale dans leurs attributions.

Article 10ter. Lors du dépôt, les documents suivants doivent être joints :

1° aux diplômes d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur :

a) le certificat d'enseignement secondaire supérieur;

b) la composition du conseil des études ayant délivré le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

c) le procès-verbal des délibérations de ce conseil des études.

2° aux certificats d'enseignement secondaire supérieur :

a) une déclaration du chef d'établissement attestant que le certificat délivré aux titulaires correspond à un ensemble d'unités de formation conduisant à ce certificat.

b) le certificat homologué d'enseignement secondaire inférieur visé à l'article 7, 3°, ou délivré par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1.

3° aux certificats d'enseignement secondaire inférieur :
une déclaration du chef d'établissement attestant que le certificat délivré aux titulaires correspond à un ensemble d'unités de formation conduisant à ce certificat.

Article 10quater. L'article 10 est également d'application en ce qui concerne la présente section. »

Art. 5. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire et l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 septembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,
Y. YLIEFF

VERTALING

N. 92 — 77

[S-C — 29547]

18 SEPTEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 30 juni 1989 tot regeling van de inrichting en werking van de Commissie voor homologatie van de diploma's en getuigschriften van het secundair onderwijs

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1940, inzonderheid op de artikelen 9 en 10, gewijzigd bij;
de wet van 31 juli 1975, de wet van 1 augustus 1985, de wet van 1 augustus 1988 en de decreten van 31 mei 1989 en 16 april 1989;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inz. op artikel 23, gewijzigd bij decreet van 16 april 1991;

Gelet op de wet van 8 juni 1964, waarbij de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens worden gewijzigd wat betreft de voorwaarden voor toelating tot de examens voor het behalen van de academische graden, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, inz. op artikel 1;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap, d.d. 30 juni 1989 tot regeling van de inschrijving en werking van de Commissie voor homologatie van de diploma's en getuigschriften van het secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap, d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, d.d. 24 juni 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, d.d. 15 juli 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 9 september 1991,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap, dd. 30 juni 1989, tot regeling van de inrichting en werking van de Commissie voor homologatie van de diploma's en getuigschriften van het secundair onderwijs, worden de woorden « de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort » vervangen door « de minister(s) onder wie het secundair onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie ressorteren ».

Art. 2. Artikel 3, § 1, van voormeld besluit wordt door onderstaande bepaling vervangen :

« Artikel 3. § 1. De Minister(s) onder wie het secundair onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie ressorteren benoemen de leden van de Commissie. Haar voorzitter en ondervoorzitter worden buiten het onderwijzend personeel aangewezen onder de houders van een wettelijk diploma van hoger onderwijs, uitgereikt overeenkomstig de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, na ten minste 4 jaar studie en bij voorkeur onder de werkende of plaatsvervangende leden van de zittende of staande magistratuur.

Ze bestaat uit 2 afdelingen :

1° de eerste afdeling is bevoegd voor het algemeen secundair onderwijs met volledig leerplan. Ze bestaat uit 14 werkende leden die allen leraar zijn in het algemeen secundair onderwijs met volledig leerplan.

2° de tweede afdeling is bevoegd voor het secundair technisch, kunst- en beroepsonderwijs met volledig leerplan en het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1. Ze bestaat uit 18 leden, waarvan 12, voor het onderwijs met volledig leerplan, deels aangewezen worden onder de leraars van het secundair technisch onderwijs, deels onder de leraars van het kunstonderwijs en deels onder de leraars van het secundair beroepsonderwijs, en ten hoogste 6 onder de leraars van het secundair onderwijs voor sociale promotie. De leden van elke afdeling worden door de minister(s) onder wie het secundair onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie ressorteren, aangewezen om te fungeren als secretaris en adjunct-secretaris. »

Art. 3. In hoofdstuk II van voormeld besluit wordt het opschrift van Afdeling I vervangen door :

« Afdeling 1. — Indiening van de diploma's en getuigschriften van het secundair onderwijs met volledig leerplan ».

Art. 4 In hoofdstuk II van voormeld besluit wordt een Afdeling 1bis ingevoegd, waarvan de tekst volgt :

« Afdeling 1bis. — Indiening van de diploma's en getuigschriften van het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

Artikel 10 bis. De getuigschriften en diploma's en de bijgaande documenten worden door de inrichtingshoofden aan de voorzitter van de homologatiecommissie overgezonden binnen de veertien dagen na de uitreiking ervan. Tevens wordt in tweevoud een lijst van de overgelegde documenten ingediend die opgesteld is volgens de voorschriften van de minister(s) onder wie het secundair onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie ressorteren.

Artikel 10 ter. De volgende documenten moeten gevoegd worden bij het indienen van :

1° de bekwaamheidsdiploma's die toegang verlenen tot het hoger onderwijs :

a) het getuigschrift van hoger secundair onderwijs;

b) de samenstelling van de studieraad die het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs, uitgereikt heeft;

c) de notulen van de beraadslaging van die raad;

2° de getuigschriften van hoger secundair onderwijs :

a) een verklaring van het inrichtingshoofd waaruit blijkt dat hét aan de houders uitgereikte getuigschrift overeenstemt met een aantal opleidingseenheden die tot dat getuigschrift leiden;

b) het gehomologeerd getuigschrift van lager secundair onderwijs bedoeld in artikel 7, 3° of uitgereikt door het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

3° de getuigschriften van lager secundair onderwijs : een verklaring van het inrichtingshoofd waaruit blijkt dat het aan de houders uitgereikte getuigschrift overeenstemt met een aantal opleidingseenheden die tot dat getuigschrift leiden.

Artikel 10 quater. Artikel 10 is ook toepasselijk wat deze afdeling betreft. »

Art. 5. De Minister onder wie het secundair onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie ressorteren, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 september 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

F. 92 — 78

[S-C — 29638]

2 OCTOBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 novembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, modifiée en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif du 1er août 1989;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances des 23 mai et 12 juin 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'appliquer, dès le début de l'année scolaire 1991-1992, les dispositions prévues dans le présent arrêté relativement aux catégories de personnel concernées;

Vu l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française ayant la Fonction publique dans ses attributions, donné le 3 septembre 1991;

Vu l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française ayant le Budget dans ses attributions, donné le 3 septembre 1991;

Vu le protocole du 8 mai 1991, portant les conclusions des négociations menées au sein du comité du secteur IX;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 3 septembre 1991;

Arrête :

Article 1er. L'intitulé de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements. »